

Mathias DELORI

Lecture critique

Référence ce texte : "Thomas Hörber, *The Foundations of Europe. European Integration Ideas in France, Germany and Britain in the 1950's*", *Politique Européenne*, 26, 2008, pp 225-230

Comme son titre l'indique, *The Foundations of Europe. European Integration Ideas in France, Germany and Britain in the 1950's*. explore les débats idéologiques sur l'Europe, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, dans trois pays clefs de la construction européenne. L'ouvrage est divisé en trois parties (la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni) et témoigne de ce fait de la richesse (en singularités) de chaque étude de cas. Simultanément, l'existence d'un même cadre analytique à l'intérieur de chaque partie facilite la comparaison. L'auteur précise dans son introduction qu'il ne prétend pas révolutionner le regard porté généralement sur les débuts de la construction européenne mais apporter quelques éclairages sur des points aveugles de l'historiographie. De ce point de vue, le cahier des charges semble parfaitement rempli.

L'enquête – et c'est un de ses points forts – repose sur l'analyse systématique d'un corpus impressionnant et peu étudié : l'ensemble des discours et des débats menés au cours des années 1950 autour de la question européenne dans les parlements français, allemands et britanniques¹. La séquence analysée (les années 1950 au sens large) couvre une actualité très riche, marquée notamment par la genèse de toutes les premières institutions européennes – le Conseil de l'Europe, l'Union de l'Europe Occidentale, les Communautés européennes, etc. – et par un certain nombre de « crises » comme celle de la Communauté Européenne de Défense. Compte tenu du cadre chronologique choisi par l'auteur, l'étude possède une ligne de fuite évidente : la relance du processus européen au lendemain de la crise de la CED et le ralliement du Royaume-Uni, quelques années plus tard, à l'intégration européenne.

¹ Plus précisément dans les trois chambres basses. Les sources de l'auteur sont le *Journal Officiel*, 1-5^{ème} législature de l'Assemblée nationale, les *Verhandlungen des Deutschen Bundestages*, 1-3^{ème} Wahlperiode) et le Hansard de la Chambre des communes (1950-1959).

Il est quelque peu difficile de dégager le propos central de l'auteur tant cette étude fourmille de propositions particulières (et particulièrement intéressantes). L'auteur part du constat, très bien étayé, que les identités de politique étrangère de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni étaient très éloignées, en 1945, du projet européen. Les élites politiques de ces trois pays concevaient au lendemain de la guerre cette identité à partir d'une grammaire bien connue des théoriciens réalistes en relations internationales : l'intérêt de l'Etat défini en termes de sécurité et de puissance. L'idéal européen construit par les pacifistes de l'entre-deux-guerres ou dans la Résistance n'était certes pas absent des débats mais il était porté par des acteurs minoritaires. Cette observation primordiale conduit l'auteur à décrire dans la suite de l'étude le processus de conversion des élites politiques des trois pays au principe de l'intégration européenne. Les débats dans les trois parlements permettent de mesurer très précisément ce changement identitaire. Plutôt que de convoquer une théorie particulière pour expliquer cette mutation, Thomas Hörber retrace de manière très fine son inscription dans l'histoire. Il identifie ainsi quelques événements clefs de ce triple changement de paradigme : la perte par l'Allemagne de sa souveraineté, les échecs répétés de la politique sécuritaire menée par la France en Allemagne ou encore la prise de conscience par les Britanniques, suite à crise de Suez, du caractère conditionnel du soutien stratégique américain. Il ressort finalement de cette étude que la construction européenne put reprendre sa marche en avant au tournant des années 1950 et 1960 du fait de la convergence, patiemment construite et historiquement contingente, des identités françaises, allemandes et britanniques de politique étrangère vers un même projet européen. De ce point de vue, l'ouvrage dessine une séquence historique qui résonne fortement, par contraste, avec l'actualité européenne des dernières années.

Comme nous l'avons suggéré plus haut, les contributions particulières du travail de Thomas Hörber à la compréhension de l'histoire des débuts de la construction européenne sont multiples. La focale sur les débats parlementaires, cette interface entre le pouvoir politique et la « société civile », permet par exemple d'entrevoir par la bande un acteur dont on n'a sans doute pas assez souligné l'importance : l'opinion publique. Les pages consacrées à la crise de la CED confirment dans une très large mesure ce qu'on savait déjà : la permanence d'une germanophobie exacerbée jusque dans les rangs des « élites politiques » françaises les plus modérées. Quelques citations sont de ce point de vue savoureuses, comme cette prise de position de P. Reynaud en 1949 : « *Il ne peut pas y avoir d'armée allemande (...) car lorsqu'un Français voit un Allemand avec un fusil à la main, il hésite un peu à le prendre pour un Européen* » (p 43). De manière plus générale et plus originale, l'analyse

révèle l'importance d'un facteur trop peu pris en compte par les études sur la construction européenne, ce que V. Rosoux a appelé le « poids du passé »². Ce déterminant de la politique étrangère, que T. Hörber appelle « expérience de la guerre », traverse ainsi toute l'étude. L'auteur soutient par exemple que l'absence de combat terrestre sur son propre sol explique largement le faible engagement initial des Britanniques dans le processus européen.

La focale placée sur les débats parlementaires permet ensuite d'explorer un angle (relativement) mort des études européennes *mainstream*, c'est-à-dire centrées sur les documents produits par le pouvoir exécutif : la question des options politiques envisagées et finalement laissées de côté par les décideurs politiques. Si les controverses qui précèdent les choix ratifiés par la puissance publique apparaissent en partie dans ces travaux centrés sur les discours des responsables politiques, les protocoles diplomatiques ou les archives gouvernementales, les débats parlementaires fournissent incontestablement un effet de loupe appréciable. A titre d'exemple, Thomas Hörber apporte du crédit à la thèse d'après laquelle le partenariat privilégié franco-allemand esquissé au cours des années 1950 et consacré par de Gaulle et Adenauer n'aurait été qu'un deuxième choix pour la diplomatie française. Au lendemain de la guerre, Robert Schuman et de nombreuses élites politiques donnaient la priorité à l'hypothèse d'un rapprochement avec le Royaume-Uni : « *Dans cette Europe, nous nous trouvons aux côtés de la Grande Bretagne. Sans elle, il n'y aurait pas d'Europe* » (Robert Schuman, 24.11.49). C'est le refus de celle-ci de s'engager immédiatement dans la construction d'une Europe communautaire qui incita la France à se faire violence pour finalement se tourner vers l'Allemagne.

Ces remarques sur les apports de cet ouvrage à la compréhension de la genèse du processus européen nous amènent à pointer du doigt ce qui pourrait constituer une limite de ce travail. Emporté par la richesse de son matériau empirique, l'auteur est amené à multiplier les éclairages sur des points aveugle de l'historiographie. Toutes ces remarques sur les débuts de la construction européenne sont intéressantes (voir ci-dessus) mais leur amoncellement incite parfois Thomas Hörber à perdre de vue l'objet énoncé : l'étude des « idées » européennes en France, en Allemagne et au Royaume-Uni au cours des années 1950. La montée en puissance de la logique d'intégration européenne est certes savamment décrite mais on aurait aimé en savoir plus sur la nature ou la forme de ces idées. De ce point de vue, on est quelque peu surpris par l'absence, dans la revue de littérature proposée par l'auteur et la bibliographie, de

² ROSOUX, (2002), *Les usages de la mémoire dans les relations internationales : le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours*. Bruxelles: Edition Bruylant.

quelques auteurs majeurs de ce champ d'étude comme Craig Parsons³ ou Thomas Risse⁴. Ces derniers ont travaillé (séparément) sur la question de la forme de l'engagement européen des élites politiques au cours des années 1950. Ils ont élaboré des catégories d'analyse très fines que l'auteur aurait pu reprendre avec profit. Thomas Hörber étudie en détail la montée en puissance de la logique européenne mais cette dimension « quantitative » n'épuise pas la question des « idées » européennes. Une typologie incluant des notions bien balisées telles que « l'Europe intergouvernementale », « l'Europe communautaire », « l'Europe fédérale » ou, dans un registre moins institutionnel, les Europe « personnalistes », « puissance », du milieu (Mitteleuropa) etc. aurait certainement permis de mieux rendre compte de la richesse des spécificités nationales et des différences qui subsistent, malgré tout, entre les trois pays.

Le caractère incomplet de l'analyse des « idées européennes » dans *The Foundations of Europe. European Integration Ideas in France, Germany and Britain in the 1950's*. est peut-être une conséquence de la manière avec laquelle Thomas Hörber a construit son analyse. L'auteur énonce en introduction une méthode d'enquête, la « Discourse Theory » de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Ce choix semble a priori tout à fait pertinent. Les analyses de type post-marxiste, post-structuraliste ou post-moderniste centrées sur la notion de « discours » ont offert d'excellentes études sur les identités européennes de politique étrangère. On pense par exemple au travail de Ole Woever sur l'europanisation des identités françaises et allemandes en matière de sécurité⁶. Un point de débat suscité par le travail de T. Hörber réside dans le fait qu'on perçoit mal ce que cette approche apporte à son argumentation. Dans ce texte (la thèse de doctorat est peut-être plus explicite), l'auteur ne mobilise finalement cette « Discourse Theory » que dans l'introduction et la conclusion. Le lecteur est donc amené à lire entre les lignes et à deviner tel ou tel emprunt. S'il est familier avec le cadre théorique de Laclau et Mouffe, il retrouvera par exemple dans le travail de T. Hörber l'idée d'une alternance entre des phases de construction et de déconstruction d'un discours dominant. L'idée chère à Laclau et Mouffe⁷, d'une détermination du discours

³ PARSONS, (2002), "Showing Ideas as Causes: The Origins of the EU". In: *International Organisation*, vol 56, n°1, pp47-84.

⁴ RISSE, (2001), "A European Identity? Europeanization and the Evolution of Nation-State Identities." In: COWLES, CAPORASO et RISSE-KAPPEN, *Transforming Europe : Europeanization and domestic change*. New York: Cornell University Press, pp198-216.

⁵ LACLAU et MOUFFE, (1985), *Hegemony and Socialist Strategy*. London: Verso.

⁶ WOEVER, (2005), "European Integration and Security: Analysing French and German Discourses on State, Nation, and Europe". *Discourse Theory in European Politics. Identity, Policy and Governance*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan, pp33-67. On notera au passage que cet auteur identifie, contrairement à T. Hörber, une petite dizaine d'idées européennes en vogue en France et en Allemagne tout au long du XXème siècle.

⁷ LACLAU et MOUFFE, (1993), *The Return of the Political*. London: Verso.

dominant par le pouvoir politique (et non pas, ou non plus, par la structure économique) apparaît également. On trouve enfin des traces dans *The Foundations of Europe* du postulat, également incorporé par ces deux auteurs, d'une tension permanente entre le discours (dominant) et la contingence historique. Mais pour le reste, T. Hörber s'écarte de manière significative du projet, radicalement constructiviste et critique, de Laclau et Mouffe. L'usage qu'il fait des « nodal points » est de ce point de vue révélateur. Chez nos deux auteurs, les « nodal points » désignent ces signifiants mous (« la république », « la laïcité ») générateurs, dans un contexte historique donné, d'une forme de discours dominant. Dans *The Foundations of Europe*, cette notion est mobilisée pour un projet tout aussi pertinent mais différent : faciliter la comparaison entre les trois études de cas en identifiant quelques thématiques (« nodal points ») transversales. Plus fondamentalement, les quelques « emprunts » à la « Discourse Theory » mentionnés plus haut ne seraient pas incompatibles avec une approche plus « modestement » compréhensive, au sens wébérien du terme. Or telle est bien la démarche fondamentale de l'auteur : comprendre, par interprétation, la montée en puissance de l'idée d'intégration européenne dans les identités françaises, allemandes et britanniques de politique étrangère. Rappelons, pour conclure, que les éclairages qu'il apporte sont de ce point de vue très précieux. Ils auraient peut-être pu l'être davantage encore s'il ne s'était pas encombré d'un arsenal théorique finalement guère mobilisé.